

**QUARANTE-HUIT HEURES APRÈS LA DÉCLARATION DE PARIS
SALUANT LES RÉFORMES DE BOUTEFLIKA**

Benmeradi se rend en France

Mohamed Benmeradi est en France pour une visite de travail du 19 au 22 avril, nous apprend l'ambassade d'Algérie en France. Cette visite intervient deux jours à peine après que Paris eut, par la voix d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, salué les réformes annoncées par Bouteflika la veille. Quelle lecture peut-on faire de cette position pour le moins très rapide de la France quant aux annonces de réformes du chef de l'Etat algérien et de ce déplacement du ministre algérien qui s'en est vite suivi ?

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Les faits remontent à samedi dernier, soit au lendemain de l'intervention télévisuelle du président Bouteflika. En marge d'un colloque sur «le printemps arabe» organisé par son ministère à Paris, Alain Juppé a déclaré aux journalistes : «Le président Bouteflika a annoncé un certain nombre de réformes de la Constitution, des partis politiques, de la loi électorale, de la décentralisation, de l'audiovisuel. Tout ceci va dans la bonne direction...» La France venait par cette déclaration, très largement reprise dans les médias de l'Hexagone, de délivrer un certificat de bonne conduite au chef de l'Etat algérien. Ce dernier, même si dans son discours de la veille se disait contre toute ingérence étrangère dans ce qui se passait dans le monde arabe, ne peut boudier son plaisir de voir l'Etat français approuver ses déclarations de réformes, même si elles ne sont que d'intention,

ce que la France s'est bien gardée de relever au passage. Et coup sur coup, l'ambassade d'Algérie nous apprend, par un communiqué émis dimanche, la visite en France du ministre algérien. Textuellement, et c'est assez édifiant, le communiqué annonce que «M. Mohamed Benmeradi, ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, effectuera une visite de travail en France du 19 au 22 avril courant. Il aura des entretiens, notamment avec l'ancien Premier ministre J. P. Raffarin. Le programme de la visite vous sera communiqué dès sa réception». C'est pour le moins curieux que deux jours avant la visite, le programme de celle-ci ne soit pas ficelé et c'est dire la précipitation de cette visite. Au passage aussi, mais là il s'agit d'un problème de forme qu'il est toutefois nécessaire de relever : ce n'est pas au titre d'ancien Premier ministre que J. P. Raffarin recevra M. Benmeradi mais en tant que chargé par Sarkozy «des affaires économiques avec

l'Algérie» et ayant bien pour vis-à-vis algérien M. Benmeradi. La précision aurait été intéressante à rappeler. Ça l'est d'autant plus que Raffarin a été chargé par Sarkozy de «sceller la réconciliation» avec notre pays. Deux voyages faits à ce titre en Algérie, le dernier en février dernier, ont permis, selon Raffarin qui s'exprimait à l'issue de l'audience que lui avait accordée le président Bouteflika, «de faire le tour des différents dossiers et je suis très heureux de voir le soutien du chef de l'Etat à ces dossiers économiques et sociaux tournés vers la première des attentes de l'opinion publique qui est l'emploi...». Cet emploi miroité en aval est évidemment la résultante de grands projets en amont que pourrait rafler la France en cette période de vaches maigres. Toujours à propos de ces voyages de Raffarin et notamment celui de février dernier, l'on se rappelle que cet envoyé spécial de Sarkozy s'était érigé, par ses nombreuses déclarations à la presse française, en attaché de presse de notre président nous donnant même des nouvelles sur sa santé et sur l'appréciation du chef d'Etat algérien des révolutions arabes en cours. En fait, et pour tenter de décrypter la position officielle française sur le discours de vendredi dernier de Bouteflika, il y aurait comme un deal : la France soutient, et pas seulement du bout des lèvres,

les réformes de Bouteflika, même si elles apparaissent pour l'instant comme de simples velléités ; elle montre ses bonnes intentions envers notre pays en précédant cette position officielle par le dénouement de certains dossiers qui fâchent — affaire Hasseni et le non-lieu prononcé ; affaire de Tibehirine, même si celle-ci n'est pas réglée définitivement, reprise des négociations sur les accords de 1968... puis enfin ce blanc-seing sur les réformes accordé officiellement à Bouteflika. En contre-partie, la levée, en faveur de la France, des freins à l'accès à l'immense marché algérien et aux capacités financières sans pareil pourra permettre de donner un coup de pouce à une économie française en berne. Il faut aussi réussir coûte que coûte — par la concrétisation des engagements de la partie algérienne — la grand-messe prévue fin mai entre les PME des deux pays. C'est aussi l'occasion pour la France, embourbée en Libye et pas seulement, de se voir accorder une pause dans son soutien aux mouvements démocratiques qui se font jour dans un Maghreb tourmenté et qu'elle a engagé, pensant en recueillir les retombées économiques qui ne viennent pas encore. Quoi de plus bénéfique pour la France dans le domaine des affaires qu'un cadre institutionnel, politique et social stabilisé ?

K. B.-A.

AHMED BENBITOUR À KHEMIS MILIANA :

«Le changement du système ne peut venir de l'intérieur du système»

Ahmed Benbitour, l'ex-Premier ministre était dimanche après-midi dans un domicile privé à Khemis-Miliana où il a rencontré de nombreux citoyens de diverses franges de la société civile devant lesquels il a décrit la situation de déliquescence de l'Etat et l'impasse vers laquelle on conduit le pays.

Rappelant les différentes expériences qu'a vécues l'Algérie, les rendez-vous ratés avec l'histoire — qui ont bridé l'espoir de millions d'Algériens pour la naissance d'une nation puissante et prospère, Benbitour prend acte des expériences de certains pays comme la Tunisie et l'Égypte ou encore celle de la Libye et la Côte d'Ivoire. Pour les premiers cités, ce sont les masses seules aux côtés de qui la police et l'armée se sont ralliées, dans les deux autres pays, on constate, dit-il, que ce sont les grandes puissances qui, prévoyantes, ont compris le devenir de leurs intérêts futurs et qui, sous le couvert du Conseil de sécurité de l'ONU, interviennent pour faire partir les autocraties en place depuis des décennies. Faisant une rétrospective sur l'histoire récente de l'Algérie, il rappelle que le CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) et ses dirigeants avaient compris qu'il était vain de vouloir changer le système colonial de l'intérieur comme l'espéraient certaines formations politiques de l'époque. «Cependant, a-t-il ajouté, en 1962 l'Indépendance a été arrachée mais sans la liberté.» Il a expliqué dans son introduction les prérequis d'un réel changement à savoir trois facteurs essentiels doivent être réunis : une pression des masses populaires croissante et durable, une

alliance entre toutes les forces qui ont opté pour le changement, et un élément déclencheur comme cela s'est passé en Espagne avec la mort de Franco, au Portugal avec la «Révolution des œillets» ou encore en Indonésie avec le mouvement estudiantin qui a obligé Suarto à abandonner le pouvoir. Le pouvoir en place en Algérie est décrit par Benbitour comme étant «un pouvoir autocratique sans contre-pouvoir, patrimonialiste c'est-à-dire un pouvoir avec un chef entouré de cercles de courtisans qui se font concurrence de zèle pour bénéficier des largesses du chef». Toujours, selon l'ex-Premier ministre, le pouvoir actuel est un pouvoir atteint de corruption expliquant par corruption la naissance, et le développement de petits pôles de pouvoirs, chacun d'eux se considérant comme le pouvoir, pôles se combattant et empêchant des prises de décisions décisives et salutaires pour tous. Il note que la rente qui est constituée pour 77 % des recettes fiscales issues des hydrocarbures est la proie de la prédation, tout comme il note que la corruption, se généralise à l'ensemble des corps de la société.

Selon lui, ces paramètres font que l'Etat devient de plus en plus «défaillant... dans l'incapacité d'assumer son rôle de régulateur, de protéger les biens et les personnes», accu-

sant le pouvoir de «casser les institutions de l'Etat en prenant l'exemple du Conseil constitutionnel «à qui on fait faire ce qu'on veut». Cette forme de gouvernance a induit la dérive vers la déliquescence de l'Etat, la perte de la morale collective et la pauvreté. «Les pouvoirs autocratiques portent, en eux, les germes de leur destruction» assène-t-il. Faisant une prospective, il note que «tous ces ingrédients sont maintenant en place et dans les années à venir à l'horizon 2018/2020, c'est-à-dire demain, viendra s'ajouter l'épuisement de la ressource pétrolière et donc des ressources financières à distribuer pour calmer les revendications sociales et faire retarder le changement de gouvernance... mais c'est une issue inévitable». Ceci a amené l'orateur à évoquer le coût du changement pour répondre à certaines questions de participants à cette entrevue. Il répond par une boutade «il aurait mieux valu hier qu'aujourd'hui et aujourd'hui mieux que demain». Parlant des promesses d'investissements, Benbitour note que «on promet une enveloppe de 286 milliards de dollars, ce qui représente l'équivalent, en moyenne de 4 milliards de barils de pétrole, soit 50 % des réserves du pays qui sont de

l'ordre de 8, 5 milliards de barils qui, à ce rythme, seront épuisées à l'horizon 2020 et s'il n'y aura plus de pétrole, il n'y aura plus d'Etat... Au début des années 1960, le taux des exportations hors-hydrocarbures était de 40 % aujourd'hui, il n'est que de 23 % et on nous parle de l'après-pétrole, l'après-pétrole il faut y penser maintenant et non pas quand il n'y en aura plus». Sollicité à donner sa lecture du dernier discours du président de la République, l'ex-Premier ministre dira : «Ce fut plus la lecture d'une déclaration qu'un véritable discours, avec un texte mal conçu, mal écrit, il a manqué de solennité déjà sur le plan de la forme, quant au fond, ce fut une déclaration purement triomphaliste, et surtout aucun agenda des échéances politiques, aucune feuille de route nette et précise, de vagues promesses de décisions et des promesses similaires, on en a fait aux Algériens sans que de réels changements aient eu lieu, un simulacre de levée de l'Etat d'urgence, aucune précision sur l'ouverture des champs médiatiques ou politiques, aucune décision pour la sauvegarde des ressources naturelles du pays.» Il réitère enfin son avertissement à ce que le pays est en danger. «La refondation

de l'Etat, de l'économie et de l'école constituent des tâches urgentes à mener». Enfin, il dira que «c'est aux masses populaires et non pas à l'élite d'obliger les pouvoirs autocrates en place à céder le pouvoir, des masses sans «zaïms» (leadership) mais il faut déjà qu'un conseil de transition se mette en place, avec une vraie feuille de route pour asseoir une nouvelle gouvernance et la refondation de l'Etat et de ses institutions». «Quel sera le prix à payer pour parvenir à ce changement ?» une question posée par plus d'un des présents. Il a répondu «le coût sera conjoncturel et bien moindre que s'il interviendra quand il n'y aura plus de rente à distribuer dans quelques années avec l'épuisement des ressources pétrolières». Mais plusieurs voix se sont élevées pour exprimer leur appréhension et dire que l'Algérie a payé à plusieurs reprises, trop de larmes versées, trop de morts, trop de malheurs, le peuple a trop souffert de par le passé, la facture a été énorme, c'est depuis peu que la population commence à respirer la paix. A une question sur l'attitude de l'armée, il rappelle qu'«elle a promis de ne mener aucune action contre le peuple... c'est une armée populaire».

Karim O.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LOUISA HANOUNE :

«Il faut dissoudre l'APN»

Lors d'une conférence de presse qu'elle a animée hier au siège de sa formation, Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs (PT), a appelé à la dissolution de l'Assemblée nationale et à l'organisation d'élections législatives anticipées.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Pour la conférencière, «on ne peut pas faire du neuf avec du vieux», en allusion à la dernière sortie médiatique du président de la République. Louisa Hanoune, qui a longuement commenté le dernier discours de Bouteflika, a indiqué que «cette intervention était très attendue par le peuple, mais on ne peut pas faire du neuf avec du vieux». La porte-parole du PT affiche ainsi clairement la position de son parti. Pour elle, il est urgent de dissoudre le Parlement et de procéder à des élections législa-

tives anticipées avant 2012. «La situation que traverse le pays nécessite des changements qui ne peuvent intervenir qu'au moyen d'élections législatives anticipées». A propos du discours du président Bouteflika, la présidente du Parti des travailleurs dira que le «premier magistrat du pays a reconnu lors de son intervention que la situation du pays est grave». Pour preuve, a-t-elle dit, «il a levé l'état d'urgence». Toutefois, «l'autorisation des marches dans la capitale, dira-t-elle, ou encore l'ouverture des médias lourds peuvent

constituer des messages d'apaisement et des signes de changement». Plaidant pour «l'anticipation des réformes», elle qualifiera le Parlement actuel de «plus faible au monde». Par ailleurs, commentant les manifestations des étudiants, Louisa Hanoune dira que «les revendications des étudiants sont légitimes» et que «ceux qui ne peuvent pas régler les problèmes de leurs départements n'ont qu'à quitter leur poste», l'allusion étant faite au département de l'enseignement supérieur. La conférencière n'a pas omis d'évoquer les questions d'ordre internationale, dont les troubles qui se déroulent actuellement en Syrie, au Yémen et la guerre civile libyenne.

A. B.

**SA REPRISE DU SIÈGE DU FLN DE BLIDA
A FAIT DES BLESSÉS GRAVES**

Le président de la commission provisoire de la mouhafadha utilise la force

Le siège du FLN de Blida a été le théâtre, hier, d'une bataille rangée entre les militants du parti et une quarantaine de personnes, des inconnus, venues de Boufarik à bord de fourgonnettes et armées jusqu'aux dents, pour réinstaller le président de la commission provisoire de la mouhafadha, chassé de cette dernière il y a quelques mois. Ces échauffourées se sont soldées par la blessure grave de trois militants du FLN de Blida dont un ancien moudjahid de l'ALN. Selon une source bien informée, un sit-in sera observé dans les prochains jours pour dénoncer cet état de fait.

M. B.